

2.	EQUIPEMENTS SANITAIRES DU TERRAIN	Cat 1	Cat 2	Cat 3	Cat 4	Cat 5
3.10	Des emplacements réservés aux caravanes et camping-cars				28	48
3.11	Endroit spécialement aménagé en vue de l'alimentation en eau potable et de l'évacuation des eaux usées des caravanes et camping-cars				X	X

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel du 23 mai 1995 fixant les normes de classification auxquelles doivent répondre les terrains de camping et les parcs résidentiels de camping.

Le Ministre flamand de la Culture et des Affaires bruxelloises,  
H. WECKX

## REGION WALLONNE - WALLONISCHE REGION - WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 95 - 2378

[C - 27464]

### 16 MARS 1995. - Arrêté du Gouvernement wallon relatif à l'octroi de primes à l'investissement accordées aux entreprises sinistrées en raison des inondations survenues du 20 janvier au 6 février 1995.

Le Gouvernement wallon;

Vu la loi du 4 août 1978 de réorientation économique modifiée par le décret du 25 juin 1992, notamment l'article 32.12;

Vu l'arrêté royal du 24 février 1995 considérant comme calamité publique les inondations qui se sont produites du 20 janvier au 6 février 1995 sur le territoire de plusieurs communes et délimitant l'étendue géographique de cette calamité;

Vu l'avis du Ministre du Budget;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi du 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant qu'il est nécessaire de prendre sans retard des mesures en vue de soutenir la réalisation d'investissements effectués par des entreprises sinistrées suite aux inondations intervenues au cours des mois de janvier et février 1995;

Considérant que l'intervention de la Région doit être immédiate afin que les entreprises sinistrées poursuivent leur activité économique sans qu'elles ne connaissent de dysfonctionnement trop important mettant en cause leur existence même.

Sur proposition du Ministre-Président du Gouvernement wallon chargé de l'Economie, des P.M.E., des Relations extérieures et du Tourisme,

Arrête :

**Article 1er.** Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

- 1° la loi : la loi du 4 août 1978 de réorientation économique telle que modifiée par le décret du 25 juin 1992;
- 2° le Ministre : le Ministre ayant les PME dans ses attributions;
- 3° l'Administration : la Direction générale de l'Economie et de l'Emploi du Ministère de la Région wallonne;
- 4° le programme d'investissements : un ensemble d'investissements et de dépenses ayant fait l'objet de factures;
- 5° la prime : la prime à l'investissement dont question à l'article 32.4. de la loi du 4 août 1978 de réorientation économique telle que modifiée par le décret du 25 juin 1992;
- 6° le début du programme d'investissements, la date de la première facture;
- 7° le code NACE, le code relatif à la nomenclature des activités économiques dans les Communautés européennes tel que défini par le Règlement (CEE) n° 3037/90 du Conseil du 9 octobre 1990 modifié par le Règlement (CEE) 761/93 du 24 mars 1993.

**Art. 2. § 1er.** Les inondations survenues du 20 janvier au 6 février 1995 sur le territoire de plusieurs communes de la Région sont considérées comme une catastrophe publique en application de l'article 32.12 de la loi.

§ 2. L'étendue géographique de cette catastrophe est limitée aux territoires des communes reconnues comme sinistrées par le Conseil des Ministres dont la liste figure en annexe.

**Art. 3. § 1er.** La prime ne peut être accordée qu'aux entreprises n'occupant pas plus de 250 personnes et dont le chiffre d'affaires annuel ne dépasse pas 20 millions d'écus.

§ 2. Ne sont toutefois admissibles, que les programmes d'investissements présentés par toute personne physique ou toute personne morale constituée sous forme de société commerciale, dans les limites fixées au § 1er ou par une division ou siège d'exploitation faisant partie de ces personnes juridiques, et localisé en Région wallonne.

§ 3. Le seuil des investissements à prendre en considération est fixé à 100 000 FB.

**Art. 4.** Il faut entendre par activités exclues en vertu du 2 alinéa du § 2 de l'article 32.2. de la loi :

Au point 1 de cet alinéa, les activités reprises dans les classes 65 à 67 et 70 du code NACE.

Au point 2 de cet alinéa, les activités reprises dans les classes 10, 11.1, 12, 23.3, 40 et 41 du code NACE.

Au point 3 de cet alinéa, les activités reprises à la rubrique 80 du code NACE, ainsi que toute société dont l'activité est la délivrance de cours de formation ou l'organisation de séminaires quels qu'ils soient.

Au point 4 de cet alinéa, les activités reprises à la rubrique 85 du code NACE, ainsi que les laboratoires d'analyses médicales, les maisons de repos ou homes pour personnes âgées et les professionnels de type paramédical telles que assistance en pharmacie, audiologie, diététique, ergothérapie, imagerie médicale, kinésithérapie et physiothérapie, logopédie, orthèse, bandage et prothèse, optométrie et optique, orthoptie, podologie et prothèse dentaire.

Au point 5 de cet alinéa, les activités reprises à la rubrique 92 du code NACE, à l'exception des parcs d'attraction, des villages de vacances et des exploitations de curiosités touristiques.

Au point 6 de cet alinéa, les professions libérales ou associations formées par ces personnes qui n'ont pas de rapport direct avec l'activité économique des petites et moyennes entreprises.

**Art. 5. § 1er.** Seuls peuvent bénéficier d'une prime, les investissements en terrains et bâtiments, les investissements matériels, les investissements immatériels et les frais de rénovation.

Les frais accessoires relatifs à un investissement matériel suivent le traitement de l'investissement matériel, à l'exception des frais d'établissement repris à la classe 20 du plan comptable minimum normalisé, qui ne sont pas pris en considération.

§ 2. Ne sont pas pris en considération, les investissements suivants :

1° les stocks, le goodwill, la clientèle, l'enseigne, le pas-de-porte, la reprise de bail, l'acquisition de participations,

2° le matériel de transport dont la charge utile est inférieure à 3,5 tonnes ainsi que les avions, aéronefs et hélicoptères,

3° les emballages consignés,

4° les conciergeries,

5° les villas-témoins,

6° les investissements destinés à la location.

**Art. 6.** Les entreprises sollicitant une prime doivent être en règle avec les dispositions légales qui régissent l'exercice de leur activité, ainsi que vis-à-vis des législations et réglementations fiscales, sociales et environnementales.

Les entreprises doivent en outre respecter l'ensemble des dispositions relatives à la comptabilité et aux comptes annuels reprises dans la loi du 17 juillet 1975 relative à la comptabilité et aux comptes annuels des entreprises.

**Art. 7.** S'il comporte des investissements immobiliers, les immeubles correspondants doivent être utilisés à des fins professionnelles.

**Art. 8.** Les entreprises ayant été considérées comme sinistrées en raison des inondations intervenues au cours des mois de janvier et février 1995 peuvent bénéficier d'une prime égale à 15 % du montant du programme d'investissements admis.

A cet effet, les entreprises annexeront à leur demande d'aide tous documents probants démontrant qu'elles ont subi des dommages en raison des inondations, à savoir soit une attestation de la commune, soit une attestation de la Province, soit une copie de la demande adressée au Fonds des Calamités.

Cette prime porte sur des investissements et dépenses effectués entre le 20 janvier et le 30 septembre 1995.

**Art. 9.** Les entreprises ayant réalisé des investissements en immeuble, en ce compris les investissements en matériel immeuble par nature ou par destination repris dans l'allivrement cadastral, peuvent bénéficier de l'exonération du précompte immobilier pendant une durée de cinq ans.

**Art. 10.** La liquidation de la prime est subordonnée à la demande de liquidation émanant de l'entreprise, indiquant la fin de la réalisation du programme d'investissements et à la production de la preuve du respect des conditions visées à l'article 6, alinéa 1er du présent arrêté.

**Art. 11.** La demande de liquidation de la prime ne peut intervenir qu'après réalisation de la totalité du programme d'investissements.

**Art. 12.** Toute liquidation de la prime sera subordonnée au contrôle effectué par l'Administration de la réalisation du programme d'investissements quel que soit le montant de celui-ci. Ce contrôle peut être effectué soit sur base des pièces transmises par l'entreprise, soit sur place.

**Art. 13.** Le Ministre qui a les P.M.E. dans ses attributions, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

**Art. 14.** Le présent arrêté produit ses effets à partir du 20 janvier 1995.

Namur, le 16 mars 1995.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,  
chargé de l'Economie, des P.M.E., des Relations extérieures et du Tourisme,

R. COLLIGNON

ANNEXE

Province de Hainaut

ANTOING

- Antoing

BELOEIL

- Aubechies, Basècles, Beloeil, Ellignies-Sainte-Anne, Quevaucamps, Ramegnies, Thumaide, Wadelincourt

BINCHE

- Binche, Epinois, Péronnes, Ressaix, Waudrez

## BRUNEHAUT

– Hollain, Jollain-Merlin, Laplaigne

## CHIMAY

– Baileux, Bourlers, Chimay, Forges, L'Escaillère, Lompret, Saint-Remy, Villers-la-Tour, Virelles

## COMINES-WARNETON

– Bas-Warneton, Comines, Ploegsteert, Warneton

## ERQUELINNES

– Erquelines, Grand-Reng, Hantes-Wihéries, Montignies-Saint-Christophe, Solre-sur-Sambre

## FRASNES-LEZ-ANVAING

– Anvaing, Frasnes-lez-Buissenal, Moustier

## LA LOUVIERE

– Haine-Saint-Paul, Houdeng-Aimeries, La Louvière, Maurage, Strépy-Bracquegnies

## LESSINES

– Deux-Acren, Lessines, Papignies

## LEUZE-EN-HAINAUT

– Blicquy, Chapelle-à-Oie, Chapelle-à-Wattinnes, Pipaix, Thieulain, Tourpes, Willaupuis

## LOBBES

– Lobbes, Sars-la-Buissière

## MERBES-LE-CHATEAU

– Fontaine-Valmont, Labuissière, Merbes-le-Château

## MOMIGNIES

– Forge-Philippe, Seloignes

## SAINT-GHISLAIN

– Hautrage, Neufmaison, Saint-Ghislain, Sirault, Tertre

## TOURNAI

– Barry, Chercq, Ere, Froidmont, Froyennes, Gaurain-Ramecroix, Kain, Maulde, Mont-Saint-Aubert, Mourcourt, Rumillies, Saint-Maur, Templeuve, Tournai, Vaulx, Warchin, Willemeau

## Province de Liège

## AMAY

– Amay, Ampsin, Flône, Ombret-Rawsa

## AYWAILLE

– Aywaille, Sougné-Remouchamps

## BURG-REULAND

– Reuland

## COMBLAIN-AU-PONT

– Comblain-au-Pont, Poulseur

## ENGIS

– Engis, Hermalle-sous-Huy

## ESNEUX

– Esneux, Tilff

## FERRIERES

– Vieuxville

## FLEMALLE

– Awirs, Flémalle-Grande, Flémalle-Haute, Ivoz-Ramet

## HAMOIR

– Comblain-Fairon, Hamoir

## HUY

– Ben-Ahin, Huy

## LIEGE

– Angleur, Chênée, Wandre

## SERAING

– Bonnelles, Jemeppe, Ougrée, Seraing

## SPRIMONT

– Comblain-au-Pont, Sprimont

## TROIS-PONTS

– Trois-Ports

## WANZE

– Bas-Oha, Wanze

## Province de Luxembourg

## AUBANGE

- Athus, Aubange, Halanzy

## BASTOGNE

- Bastogne, Longvilly, Noville, Villers-la-Bonne-Eau, Wardin

## BERTOGNE

- Bertogne, Longchamps

## BERTRIX

- Auby-sur-Semois, Bertrix, Cugnon, Orgeo

## BOUILLON

- Bellevaux, Bouillon, Corbion, Dohan, Les Hayons, Noirefontaine, Poupehan, Rochehaut, Sensenruth, Ucimont, Vivy

## CHINY

- Chiny, Izel, Jamoigne, Les Bulles, Suxy, Termes

## DAVERDISSE

- Daverdisse

## DURBUY

- Barvaux, Bomal, Durbuy, Grandhan, Tohogne

## ETALLE

- Etalle

## FAUVILLERS

- Fauvillers, Hollange, Tintange, Wisembach

## FLORENVILLE

- Chassepierre, Florenville, Lacuisine, Muno

## GOUVY

- Bovigny

## HABAY

- Habay-la-Neuve, Habay-la-Vieille, Houdemont, Rulles, Villers-sur-Semois

## HERBEUMONT

- Herbeumont, Saint-Médard, Straimont

## HOTTON

- Fronville, Hampteau, Hotton

## HOUFFALIZE

- Houffalize, Tavigny

## LA ROCHE-EN-ARDENNE

- Beausaint, La Roche-en-Ardenne, Ortho, Samrée

## LEGLISE

- Assenois, Mellier, Witry

## MARTÉLANGE

- Martelange

## MEIX-DEVANT-VIRTON

- Meix-devant-Virton

## MESSANCY

- Messancy

## NASSOGNE

- Forrières

## NEUFCHATEAU

- Hamipré, Neufchâteau

## PALISEUL

- Carlsbourg, Fays-les-Veneurs, Maissin, Offagne, Opont, Paliseul

## RENDEUX

- Hodister, Marcourt, Rendeux

## ROUVROY

- Dampicourt, Harnoncourt, Lamorteau, Torgny

## SAINT-ODE

- Amberloup, Sainte-Ode, Tillet

## TELLIN

- Grupont, Resteigne, Tellin

## TENNEVILLE

- Champlon, Tenneville

## VAUX-SUR-SURE

- Hompré, Juseret, Sibret, Vaux-lez-Rosières

## VIELSALM

- Grand-Halleux, Vielsalm

## VIRTON

- Cherois, Ethe, Latour, Saint-Mard, Virton

## WELLIN

- Charly, Halma, Lomprez, Wellin

## Province de Namur

## ANDENNE

- Andenne, Maizeret, Namèche, Sclayn, Seilles, Thon, Vezin

## ANHEE

- Anhee, Annevoie-Rouillon

## BEAURAING

- Baronville, Beauraing, Dion, Felenne, Feschaux, Focant, Honnay, Pondrôme, Wiesme, Winenne

## BIEVRE

- Bièvre, Oizy

## CINEY

- Braibant, Leignon

## COUVIN

- Aublain, Boussu-en-Fagne, Brûly, Brûly-de-Pesche, Couvin, Cul-des-Sarts, Dailly, Frasnes, Gonriex, Mariembourg, Pesche, Petigny

## DINANT

- Dinant, Falmignoul, Furfœoz

## FOSSES-LA-VILLE

- Fosses-la-Ville, Sart-Saint-Laurent, Vitruval

## GEDINNE

- Gedinne, Vencimont

## HASTIERE

- Agimont, Blaimont, Hastière-Lavaux, Hastière-par-Delà, Heer, Hermeton-sur-Meuse, Waulsort

## HOUYET

- Celles, Ciergnon, Hour, Houyet, Hulsonniaux, Mesnil-Eglise, Wanlin

## METTET

- Biesme, Biesmerée, Mettet, Oret, Saint-Gérard

## NAMUR

- Beez, Dave, Erpent, Jambes, Lives-sur-Meuse, Marche-les-Dames, Namur, Wépion

## PHILIPPEVILLE

- Sart-en-Fagne

## PROFONDEVILLE

- Lustin, Profondeville, Rivière

## ROCHEFORT

- Eprave, Han-sur-Lesse, Jemelle, Lessive, Rochefort, Villers-sur-Lesse, Wavreille

## VIROINVAL

- Dourbes, Le Mesnil, Mazée, Nismes, Olloy-sur-Viroin, Treignes, Vierves-sur-Viroin

## VRESSE-SUR-SEMOIS

– Alle, Bohan, Sugny, Vresse

## YVOIR

– Godinne, Yvoir

## Province du Brabant wallon

## TUBIZE

– Tubize

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 mars 1995 relatif à l'octroi de primes à l'investissement accordées aux entreprises sinistrées en raison des inondations survenues du 20 janvier au 6 février 1995.

Namur, le 16 mars 1995.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,  
chargé de l'Economie, des P.M.E., des Relations extérieures et du Tourisme,

R. COLLIGNON

## ÜBERSETZUNG

## MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 95 – 2378

16. MÄRZ 1995

**Erlaß der Wallonischen Regierung über die Gewährung von Investitionsprämien an Unternehmen, die bei den Überschwemmungen vom 20. Januar bis zum 6. Februar 1995 Schaden erlitten haben**

Aufgrund des Gesetzes vom 4. August 1978 über die wirtschaftliche Neuorientierung, abgeändert durch das Dekret vom 25. Juni 1992, insbesondere des Artikels 32.12;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 24. Februar 1995, durch den die Überschwemmungen, die vom 20. Januar bis zum 6. Februar 1995 auf dem Gebiet mehrerer Gemeinden stattgefunden haben, zur öffentlichen Katastrophe erklärt werden und durch den die geographische Ausdehnung dieser Katastrophe festgelegt wird;

Aufgrund des Gutachtens des Ministers des Haushalts;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere Artikel 3, § 1, abgeändert durch das Gesetz vom 4. Juli 1989;

Aufgrund der Dringlichkeit;

In der Erwägung, daß es notwendig ist, unverzüglich Maßnahmen zu treffen, um die Durchführung von Investitionen zu fördern, die von Unternehmen getätigt werden, die durch die Überschwemmungen im Laufe der Monate Januar und Februar 1995 Schaden erlitten haben;

In der Erwägung, daß die Intervention der Region unmittelbar zu zahlen ist, damit die geschädigten Unternehmen ihre wirtschaftlichen Tätigkeiten weiterführen können, ohne mit zu großen organisatorischen Schwierigkeiten konfrontiert zu werden, welche ihr Fortbestehen gefährden könnten.

Auf Vorschlag des Minister-Vorsitzenden der Wallonischen Regierung, beauftragt mit der Wirtschaft, den K.M.B., den Auswärtigen Beziehungen und dem Tourismus,

Beschließt die Wallonische Regierung:

**Artikel 1.** Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

1° das Gesetz: das Gesetz vom 4. August 1978 über die wirtschaftliche Neuorientierung, abgeändert durch das Dekret vom 25. Juni 1992;

2° der Minister: der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die K.M.B. gehören;

3° die Verwaltung: die Generaldirektion der Wirtschaft und der Beschäftigung des Ministeriums der Wallonischen Region;

4° das Investitionsprogramm: eine Anzahl von Investitionen und Ausgaben, für die Rechnungen ausgestellt wurden;

5° die Prämie: die Investitionsprämie, von der in Artikel 32.4 des Gesetzes vom 4. August 1978 über die wirtschaftliche Reorientierung, abgeändert durch das Dekret vom 25. Juni 1992, die Rede ist;

6° der Beginn des Investitionsprogramms: das Datum der ersten Rechnung;

7° der NACE-Code: der Code bezüglich der Nomenklatur der wirtschaftlichen Tätigkeiten innerhalb der Europäischen Gemeinschaften, definiert durch die Verordnung (EWG) Nr. 3037/90 des Rates vom 9. Oktober 1990, abgeändert durch die Verordnung (EWG) Nr. 761/93 vom 24. März 1993.

**Art. 2. § 1.** Die Überschwemmungen, die vom 20. Januar bis zum 6. Februar 1995 auf dem Gebiet mehrerer Gemeinden der Wallonischen Region stattgefunden haben, werden in Anwendung von Artikel 32.12 des Gesetzes zur öffentlichen Katastrophe erklärt.

§ 2. Die geographische Ausdehnung dieser Katastrophe beschränkt sich auf das Gebiet der durch den Ministerrat als geschädigt anerkannten Gemeinden, deren Liste die Anlage des vorliegenden Erlasses bildet.

**Art. 3. § 1.** Die Prämie kann nur jenen Unternehmen gewährt werden, die weniger als 250 Personen beschäftigen und deren Jahresumsatz 20 Millionen Ecu nicht übersteigt.

§ 2. Nur jene Investitionsprogramme, die in den unter § 1 angeführten Grenzen von einer natürlichen Person oder einer in der Form einer Handelsgesellschaft gegründeten juristischen Person oder aber von einer Abteilung oder einem Betriebssitz, die Teil dieser juristischen Personen sind und in der Wallonischen Region gelegen sind, eingereicht werden, sind zulässig.

§ 3. Der für die Investitionen zu berücksichtigende Mindestbetrag wird auf 100 000 BEF festgelegt.

**Art. 4.** Als gemäß Absatz 2 von § 2 des Artikels 32.2 des Gesetzes ausgeschlossene Aktivitäten gelten:

In Punkt 1 des genannten Absatzes, die in den Klassen 65 bis 67 und 70 des NACE-Codes angeführten Aktivitäten.

In Punkt 2 dieses Absatzes, die in den Klassen 10, 11.1, 12, 23.3, 40 und 41 des NACE-Codes angeführten Aktivitäten.

In Punkt 3 dieses Absatzes, die in der Rubrik 80 des NACE-Codes angeführten Aktivitäten, sowie die Aktivitäten jeglicher Gesellschaft, die darin bestehen, Fortbildungsunterrichte zu organisieren oder Seminare gleich welcher Art durchzuführen.

In Punkt 4 dieses Absatzes, die in der Rubrik 85 des NACE-Codes angeführten Aktivitäten, sowie die Aktivitäten der Laboratorien für medizinische Analysen, der Erholungs- und Altenheime, die Aktivitäten in den Bereichen der paramedizinischen Berufe, wie z.B. die Assisterenz in der Pharmazie, der Audiologie, der Diätetik, der Ergotherapie, der medizinischen Bildwiedergabe, der Kinesithérapie, der Physiotherapie, der Logopädie, der Orthetik, dem Anlegen von Verbänden und der Prothetik, Optometrie und Optik, der Orthoptik, der Podologie und der Zahnprothetik.

In Punkt 5 dieses Absatzes, die in der Rubrik 92 des NACE-Codes angeführten Aktivitäten, mit Ausnahme der Vergnügungsparks, der Feriendörfer und der Nutzung touristischer Sehenswürdigkeiten.

In Punkt 6 dieses Absatzes, die freien Berufe oder von Freiberuflern gegründete Vereinigungen, die nicht in einem direkten Verhältnis zu der wirtschaftlichen Tätigkeit kleiner und mittlerer Unternehmen stehen.

**Art. 5, § 1.** Nur die Investitionen, die sich auf Grundstücke und Gebäude beziehen, die materiellen Investitionen, die immateriellen Investitionen und die Renovierungskosten können Gegenstand einer Prämie sein.

Die bei einer materiellen Investition entstehenden Nebenkosten unterliegen der gleichen Behandlung wie diese Investition, mit Ausnahme der in der Klasse 20 des normalisierten Mindestbuchungsplans angeführten Niederlassungskosten, welche nicht berücksichtigt werden.

§ 2. Folgende Investitionen werden nicht berücksichtigt:

1° die Lagerbestände, der Goodwill, die Kundschaft, das Firmenzeichen, das Aufgeld, die Übernahme eines Mietvertrags, die Ersetzung von Anteilen,

2° das Transportmaterial mit einer Nutzlast unter 3,5 Tonnen sowie Flugzeuge, Luftfahrzeuge und Hubschrauber,

3° Rückgabeverpackungen,

4° Hausmeistereien,

5° Modellhäuser,

6° zur Vermietung bestimmte Investitionen.

**Art. 6.** Die Unternehmen, die eine Prämie beantragen, müssen den für die Ausübung ihrer Tätigkeit geltenden Rechtsbestimmungen sowie den steuerrechtlichen, sozialrechtlichen und umweltrechtlichen Gesetzgebungen und Bestimmungen Folge leisten.

Diese Unternehmen sind zudem verpflichtet, alle im Gesetz vom 17. Juli 1975 bezüglich der Buchhaltung und des Jahresabschlusses der Unternehmen angeführten diesbezüglich anwendbaren Bestimmungen zu beachten.

**Art. 7.** Im Fall von Investitionen für Immobilien sind die entsprechenden Immobilien ausschließlich zu beruflichen Zwecken zu benutzen.

**Art. 8.** Die Unternehmen, die als durch die Überschwemmungen im Laufe der Monate Januar und Februar 1995 geschädigt betrachtet wurden, können in den Genuß einer Prämie gelangen, die 15% des Gesamtbetrags des zugelassenen Investitionsprogramms entspricht.

Zu diesem Zweck fügen die Unternehmen ihrem Antrag alle Beweisstücke bei, die belegen, daß sie durch die Überschwemmungen Schäden erlitten haben. Bei diesen Beweisstücken handelt es sich entweder um eine Bescheinigung der Gemeinde oder der Provinz, oder um eine Abschrift des an den Fonds des Calamités gerichteten Antrags.

Diese Prämie betrifft die Investitionen und die Ausgaben, die zwischen dem 20. Januar und dem 30. September 1995 getätigt wurden.

**Art. 9.** Die Unternehmen, die Investitionen an Immobilien getätigt haben, einschließlich der Investitionen an Immobilienmaterial, das aufgrund seiner Art oder Zweckbestimmung in der Katasterstammrolle angeführt wird, können für eine Dauer von fünf Jahren von der Zahlung des Immobilienvorabzugs befreit werden.

**Art. 10.** Die Auszahlung der Prämie ist abhängig einerseits von dem Auszahlungsantrag, der seitens des Unternehmens eingereicht wird, durch den der Abschluß der Durchführung des Investitionsprogramms mitgeteilt wird, und andererseits vom Erbringen des Beweises, daß die in Artikel 6, Absatz 1 des vorliegenden Artikels angeführten Bedingungen beachtet wurden.

**Art. 11.** Der Auszahlungsantrag der Prämie kann erst dann eingereicht werden, wenn das gesamte Investitionsprogramm abgeschlossen wurde.

**Art. 12.** Jegliche Auszahlung der Prämie unterliegt der von der Verwaltung durchgeführten Kontrolle, durch die überprüft wird, ob das Investitionsprogramm tatsächlich durchgeführt wurde, unabhängig von dem Betrag dieser Investitionen. Diese Kontrolle wird entweder anhand der durch das Unternehmen übermittelten Beweisstücke oder vor Ort durchgeführt.

**Art. 13.** Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die K.M.B. gehören, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

**Art. 14.** Der vorliegende Erlaß tritt am 20. Januar 1995 in Kraft.

Namur, den 16. März 1995.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,  
beauftragt mit der Wirtschaft, den K.M.B., den Auswärtigen Beziehungen und dem Tourismus,  
R. COLLIGNON

## ANLAGE

## Provinz Hennegau

## ANTOING

- Antoing

## BELOEIL

- Aubechies, Basècles, Beloeil, Ellignies-Sainte-Anne, Quevauchamps, Ramegnies, Thumaide, Wadelincourt

## BINCHE

- Binche, Epinois, Péronnes, Ressaix, Waudrez

## BRUNEHAUT

- Hollain, Jollain-Merlin, Laplaigne

## CHIMAY

- Baileux, Bourlers, Chimay, Forges, L'Escaillère, Lompret, Saint-Remy, Villers-la-Tour, Virelles

## COMINES-WARNETON

- Bas-Warneton, Comines, Ploegsteert, Warneton

## ERQUELINNES

- Erquelines, Grand-Reng, Hantes-Wihéries, Montignies-Saint-Christophe, Solre-sur-Sambre

## FRASNES-LEZ-ANVAING

- Anvaing, Frasnes-lez-Buissenal, Moustier

## LA LOUVIERE

- Haïne-Saint-Paul, Houdeng-Aimeries, La Louvière, Maurage, Strépy-Bracquagnies

## LESSINES

- Deux-Acren, Lessines, Papignies

## LEUZE-EN-HAINAUT

- Blicquy, Chapelle-à-Oie, Chapelle-à-Wattines, Pipaix, Thieulain, Tourpes, Willaupuis

## LOBBES

- Lobbes, Sars-la-Buissière

## MERBES-LE-CHATEAU

- Fontaine-Valmont, Labuissière, Merbes-le-Château

## MOMIGNIES

- Forge-Philippe, Seloignes

## SAINT-GHISLAIN

- Hautrage, Neufmaison, Saint-Ghislain, Sirault, Tertre

## TOURNAI

- Barry, Chercq, Ere, Froidmont, Froyennes, Gaurain-Ramecroix, Kain, Maulde, Mont-Saint-Aubert, Mourcourt, Rumillies, Saint-Maur, Templeuve, Tournai, Vaulx, Warchin, Willemeau

## Provinz Lüttich

## AMAY

- Amay, Ampsin, Flône, Ombret-Rawsa

## AYWAILLE

- Aywaille, Sougné-Remouchamps

## BURG-REULAND

- Reuland

## COMBLAIN-AU-PONT

- Comblain-au-Pont, Poulseur

## ENGIS

- Engis, Hermalle-sous-Huy

## ESNEUX

- Esnetux, Tilff

## FERRIERES

- Vieuxville

## FLEMALLE

- Awirs, Flémalle-Grande, Flémalle-Haute, Ivoz-Ramet

## HAMOIR

- Comblain-Fairon, Hamoir



## HUY

- Ben-Ahin, Huy

## LÜTTICH

- Angleur, Chênee, Wandre

## SERAING

- Bonnelles, Jemeppe, Ougrée, Seraing

## SPRIMONT

- Comblain-au-Pont, Sprimont

## TROIS-PONTS

- Trois-Ponts

## WANZE

- Bas-Oha, Wanze

## Provinz Luxemburg

## AUBANGE

- Athus, Aubange, Halanzy

## BASTOGNE

- Bastogne, Longvilly, Noville, Villers-la-Bonne-Eau, Wardin

## BERTOGNE

- Bertogne, Longchamps

## BERTRIX

- Auby-sur-Semois, Bertrix, Cugnon, Orgeo

## BOUILLON

- Bellevaux, Bouillon, Corbion, Dohan, Les Hayons, Noirefontaine, Poupehan, Rochehaut, Sensenruth, Ucimont, Vivy

## CHINY

- Chiny, Izel, Jamoigne, Les Bulles, Suxy, Termes

## DAVERDISSE

- Daverdisse

## DURBUY

- Barvaux, Bomal, Durbuy, Grandhan, Tohogne

## ETALLE

- Etalle

## FAUVILLERS

- Fauvillers, Hollange, Tintange, Wisembach

## FLORENVILLE

- Chassepierre, Florenville, Lacuisine, Muno

## GOUVY

- Bovigny

## HABAY

- Habay-la-Neuve, Habay-la-Vieille, Houdemont, Rulles, Villers-sur-Semois

## HERBEUMONT

- Herbeumont, Saint-Médard, Straimont

## HOTTON

- Fronville, Hampteau, Hotton

## HOUFFALIZE

- Houffalize, Tavigny

## LA ROCHE-EN-ARDENNE

- Beausaint, La Roche-en-Ardenne, Ortho, Samrée

## LEGLISE

- Assenois, Mellier, Witry

## MARTELANGE

- Martelange

## MEIX-DEVANT-VIRTON

- Meix-devant-Virton

## MESSANCY

- Messancy

## NASSOGNE

- Forrières

## NEUFCHÂTEAU

- Hamipré, Neufchâteau

## PALISEUL

- Carlsbourg, Fays-les-Veneurs, Maissin, Offagne, Opont, Paliseul

## RENDEUX

- Hodister, Marcourt, Rendeux

## ROUVROY

- Dampicourt, Harnoncourt, Lamorteau, Torgny

## SAINT-ODE

- Amberloup, Sainte-Ode, Tillet

## TELLIN

- Grupont, Resteigne, Tellin

## TENNEVILLE

- Champlon, Tenneville

## VAUX-SUR-SURE

- Hompré, Juseret, Sibret, Vaux-lez-Rosières

## VIELSALM

- Grand-Halleux, Vielsalm

## VIRTON

- Chenois, Ethe, Latour, Saint-Mard, Virton

## WELLIN

- Charly, Halma, Lompréz, Wellin

## Provinz Namur

## ANDENNE

- Andenne, Maizeret, Namèche, Sclayn, Seilles, Thon, Vezin

## ANHEE

- Anhé, Annevoie-Rouillon

## BEAURAING

- Baronville, Beauraing, Dion, Félerne, Feschaux, Focant, Honnay, Pondrôme, Wiesme, Winenne

## BIEVRE

- Bièvre, Oizy

## CINEY

- Braibant, Leignon

## COUVIN

- Aublain, Boussu-en-Fagne, Brûly, Brûly de-Pesche, Couvin, Cul-des-Sarts, Dailly, Frasnès, Gonrieux, Mariembourg, Pesche, Petigny

## DINANT

- Dinant, Falmignoul, Furfooz

## FOSSES-LA-VILLE

- Fosses-la-Ville, Sart-Saint-Laurent, Vitrival

## GEDINNE

- Gedinne, Vencimont

## HASTIERE

- Agimont, Blaimont, Hastière-Lavaux, Hastière-par-Delà, Heer, Hermeton-sur-Meuse, Waulsort

## HOUYET

- Celles, Ciergnon, Hour, Houyet, Hulsonniaux, Mesnil-Eglise, Wanlin

## METTET

— Biesme, Biesmerée, Mettet, Oret, Saint-Gérard

## NAMUR

— Beez, Dave, Erpent, Jambes, Lives-sur-Meuse, Marche-lès-Dames, Namur, Wépion

## PHILIPPEVILLE

— Sart-en-Fagne

## PROFONDEVILLE

— Lustin, Profondeville, Rivière

## ROCHEFORT

— Eprave, Han-sur-Lesse, Jemelle, Lessive, Rochefort, Villers-sur-Lesse, Wavreille

## VIROINVAL

— Dourbes, Le Mesnil, Mazée, Nismes, Olloy-sur-Viroin, Treignes, Vierves-sur-Viroin

## VRESSE-SUR-SEMOIS

— Alle, Bohan, Sugny, Vresse

## YVOIR

— Godinne, Yvoir

## Provinc Wallonisch-Brabant

## TUBIZE

— Tubize

Gesehen, um den Erlaß der Wallonischen Regierung vom 16. März 1995 über die Gewährung von Investierungsprämien an Unternehmen, die bei den Überschwemmungen vom 20. Januar bis zum 6. Februar 1995 Schaden erlitten haben, als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 16. März 1995.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,  
beauftragt mit der Wirtschaft, den K.M.B., den Auswärtigen Beziehungen und dem Tourismus,  
R. COLLIGNON

## VERTALING

## MINISTERIE VAN HET WAAELSE GEWEST

N. 95 — 2378

[C - 27464]

**16 MAART 1995. — Besluit van de Waalse Regering  
betreffende de toekenning van investeringspremies aan bedrijven getroffen door de overstromingen  
die zich van 20 januari tot 6 februari 1995 hebben voorgedaan**

De Waalse Regering,

Gelet op de wet van 4 augustus 1978 tot economische heroriëntering, gewijzigd bij het decreet van 25 juni 1992, inzonderheid op artikel 32.12;

Gelet op het koninklijk besluit van 24 februari 1995 waarbij de overstromingen die zich van 20 januari tot 6 februari 1995 op het grondgebied van verschillende gemeenten hebben voorgedaan, als een algemene ramp worden erkend en waarbij de geografische uitgestrektheid van deze ramp wordt afgebakend;

Gelet op het advies van de Minister van Begroting;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat het noodzakelijk is onverwijld maatregelen te treffen voor de steun aan de uitvoering van investeringen van bedrijven getroffen door de overstromingen die zich tijdens de maanden januari en februari 1995 hebben voorgedaan;

Overwegende dat het Gewest onmiddellijk moet tussenkomen zodat de geteisterde bedrijven hun economische activiteit voortzetten zonder een te grote functiestoornis die hun bestaan zelf in gevaar zou brengen;

Op de voordracht van de Minister-President van de Waalse Regering, belast met Economie, K.M.O.'s, Externe Betrekkingen en Toerisme,

Besluit :

**Artikel 1.** Voor de toepassing van dit besluit dient te worden verstaan onder :

1° de wet : de wet van 4 augustus 1978 tot economische heroriëntering, zoals gewijzigd bij het decreet van 25 juni 1992;

2° de Minister : de Minister tot wiens bevoegdheid de K.M.O.'s behoren;

3° de Administratie : de Algemene Directie Economie en Tewerkstelling van het Ministerie van het Waalse Gewest;

4° het investeringsprogramma : een geheel van investeringen en uitgaven die het onderwerp van facturen zijn;

5° de premie : de investeringspremie bedoeld in artikel 32.4 van de wet van 4 augustus 1978 tot economische heroriëntering, zoals gewijzigd bij het decreet van 25 juni 1992;

6° het begin van het investeringsprogramma : de datum van de eerste faktuur;

7° de NACE-code : de code betreffende de nomenclatuur van de economische activiteiten in de Europese Gemeenschap zoals bepaald bij de Verordening (E.E.G.) nr. 3037/90 van de Raad van 9 oktober 1990, gewijzigd bij de Verordening (E.E.G.) nr. 761/93 van 24 maart 1993.

**Art. 2. § 1.** De overstromingen die zich van 20 januari tot 6 februari 1995 op het grondgebied van verschillende gemeenten van het Gewest hebben voorgedaan, worden erkend als een algemene ramp bij toepassing van artikel 32.12 van de wet.

§ 2. De geografische uitgestrektheid van deze ramp wordt beperkt tot de grondgebieden van de gemeenten die door de Ministerraad als geteisterd worden erkend en waarvan de lijst in bijlage is gevoegd.

**Art. 3. § 1.** De premie kan enkel toegekend worden aan ondernemingen die niet meer dan 250 personen tewerkstellen en waarvan de jaarlijkse omzet niet meer dan 20 miljoen ecu's bedraagt.

§ 2. Alleen de investeringsprogramma's die voorgesteld zijn door iedere natuurlijke persoon of in handelsvennootschap opgerichte rechtspersoon, binnen de in paragraaf 1 vastgestelde grenzen, of door een afdeling van of door een in het Waalse Gewest gevestigde exploitatiezetel die deel uitmaakt van deze rechtspersonen, komen in aanmerking.

§ 3. De in acht te nemen investeringsdrempel is vastgesteld op 100 000 BEF.

**Art. 4.** Onder activiteiten uitgesloten krachtens artikel 32.2, paragraaf 2, 2de lid, van de wet dient te worden verstaan :

in punt 1 van dit lid, de activiteiten opgenomen in de klassen 65 tot 67 en 70 van de NACE-code;

in punt 2 van dit lid, de activiteiten opgenomen in de klassen 10, 11.1, 12, 23.3, 40 en 41 van de NACE-code;

in punt 3 van dit lid, de activiteiten opgenomen in klasse 80 van de NACE-code, alsook elke onderneming waarvan de activiteit bestaat uit het verlenen van opleidingscursussen of het inrichten van werkcolleges, ongeacht hun aard;

in punt 4 van dit lid, de activiteiten opgenomen in klasse 85 van de NACE-code, alsook de laboratoria van medische analyse, de rusthuizen of rustoordelen voor bejaarden en de paramedische beroepen zoals apothekersassistent, audiologie, diëtetiek, ergotherapie, medische prentenhandel, kinesiterapie en fysiotherapie, logopedie, orthese, bandage en prothese, optometrie en optiek, orthoptie, podologie en tandprothese;

in punt 5 van dit lid, de activiteiten opgenomen in klasse 92 van de NACE-code, uitgezonderd de pretparken, vakantiedorpen en uitbatingen van toeristische bezienswaardigheden;

in punt 6 van dit lid, de vrije beroepen of de door deze personen opgerichte verenigingen die geen rechtstreeks verband hebben met de economische activiteit van kleine en middelgrote ondernemingen.

**Art. 5. § 1.** Alleen de investeringen in terreinen en gebouwen, de materiële investeringen, de immateriële investeringen en de renovatiekosten kunnen aanleiding geven tot een premie.

De bijkomende kosten betreffende een materiële investering volgen de behandeling van de materiële investering, uitgezonderd de in klas 20 van het genormaliseerd minimum boekhoudplan opgenomen oprichtingskosten, waarmee geen rekening gehouden wordt.

§ 2. De volgende investeringen komen niet in aanmerking :

1° de stocks, de goodwill, de cliënteel, het uithangbord, de overnamesom, het afsluiten van een pachtcontract, het verwerven van een belang;

2° de transportmiddelen waarvan de nuttige last minder dan 3,5 Ton bedraagt, alsook de vliegtuigen, luchtvaartuigen en helikopters;

3° de met statiegeld belaste verpakkingen;

4° de conciërgewoningen;

5° de modelvilla's;

6° de investeringen bestemd voor de verhuring.

**Art. 6.** De ondernemingen die een premie aanvragen moeten in orde zijn met de wettelijke bepalingen die de uitoefening van hun activiteit regelen, alsook met de fiscale, sociale en milieuwetgevingen en reglementeringen.

De ondernemingen moeten bovendien alle bepalingen betreffende de boekhouding en de jaarrekeningen vermeld in de wet van 17 juli 1975 met betrekking tot de boekhouding en de jaarrekeningen van de ondernemingen naleven.

**Art. 7.** Indien er investeringen in onroerende goederen zijn moeten de overeenstemmende gebouwen voor beroepsdoeleinden gebruikt worden.

**Art. 8.** De bedrijven die beschouwd worden als getroffen door de overstromingen die zich tijdens de maanden januari en februari 1995 hebben voorgedaan kunnen recht hebben op een premie waarvan het bedrag gelijk is aan 15 % van het bedrag van het toegelaten investeringsprogramma.

Daartoe voegen de bedrijven bij hun aanvraag alle bewijsstukken waarbij vastgesteld wordt dat zij schade geleden hebben wegens de overstromingen, met name hetzij een getuigschrift van de gemeente, hetzij een getuigschrift van de provincie of een afschrift van de aan het Rampenfonds gerichte aanvraag.

Deze premie betreft de investeringen en uitgaven verricht tussen 20 januari en 30 september 1995.

**Art. 9.** De bedrijven die investeringen in onroerende goederen verricht hebben, met inbegrip van investeringen in goederen onroerend van aard of bij bestemming ingeschreven in de kadastrale leggers, kunnen recht hebben op een vrijstelling van de onroerende voorheffing voor een periode van vijf jaar.

**Art. 10.** De vereffening van de premie is onderworpen aan de aanvraag van de onderneming om uitbetaling, waarin het einde van de uitvoering van het investeringsprogramma vermeld wordt en op voorlegging van het bewijs van de naleving van de in artikel 6, eerste lid, van dit besluit vermelde voorwaarden.

**Art. 11.** De aanvraag tot uitbetaling van de premie kan slechts plaatsvinden na de volledige uitvoering van het investeringsprogramma.

**Art. 12.** Elke premieuitbetaling is onderworpen aan de controle door de Administratie op de uitvoering van het investeringsprogramma, ongeacht het bedrag ervan.

Deze controle kan gebeuren hetzij op basis van de door het bedrijf overgemaakte documenten, hetzij ter plaatse.

Art. 13. De Minister, tot wiens bevoegdheden de K.M.O.'s behoren, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Art. 14. Dit besluit treedt in werking met ingang van 20 januari 1995.

Namen, 16 maart 1995.

De Minister-President van de Waalse Regering,  
belast met Economie, K.M.O.'s, Externe Betrekkingen en Toerisme,  
R. COLLIGNON

#### BIJLAGE

#### Provincie Henegouwen

##### ANTOING

- Antoing

##### BELOEIL

- Aubechies, Basècles, Beloeil, Ellignies-Sainte-Anne, Quevauchamps, Ramegnies, Thumaide, Wadelincourt

##### BINCHE

- Binche, Epinois, Péronnes, Ressaix, Waudrez

##### BRUNEAUT

- Hollain, Jollain-Merlin, Laplaigne

##### CHIMAY

- Baileux, Bourlers, Chimay, Forges, L'Escaillère, Lompret, Saint-Remy, Villers-la-Tour, Virelles

##### KOMEN-WAASTEN

- Neerwaasten, Komen, Ploegsteert, Waasten

##### ERQUELINNES

- Erquelines, Grand-Reng, Hantes-Wihéries, Montignies-Saint-Christophe, Soire-sur-Sambre

##### FRASNES-LEZ-ANVAING

- Anvaing, Frasnes-lez-Buissenal, Moustier

##### LA LOUVIERE

- Haine-Saint-Paul, Houdeng-Aimeries, La Louvière, Maurage, Strépy-Bracquignies

##### LESSEN

- Deux-Acres, Lessen, Papignies

##### LEUZE-EN-HAINAUT

- Blicquy, Chapelle-à-Oie, Chapelle-à-Wattines, Pipaix, Thieulain, Tourpes, Willaupuis

##### LOBBES

- Lobbes, Sars-la-Buissière

##### MERBES-LE-CHATEAU

- Fontaine-Valmont, Labuissière, Merbes-le-Château

##### MOMIGNIES

- Forge-Philippe, Soloignes

##### SAINT-GHISLAIN

- Hautrage, Neufmaison, Saint-Ghislain, Sirault, Tertre

##### DOORNIK

- Barry, Chercq, Ere, Froidmont, Froyennes, Gaurain-Ramecroix, Kain, Maulde, Mont-Saint-Aubert, Mourcourt, Rumillies, Saint-Maur, Templeuve, Doornik, Vaulx, Warchin, Willemeau

#### Provincie Luik

##### AMAY

- Amay, Ampsin, Flône, Ombret-Rawsa

##### AYWAILLE

- Aywaille, Sougné-Remouchamps

##### BURG-REULAND

- Reuland

**COMBLAIN-AU-PONT**

- Comblain-au-Pont, Poulseur

**ENGIS**

- Engis, Hermalle-sous-Huy

**ESNEUX**

- Esneux, Tilff

**FERRIERES**

- Vieuxville

**FLEMALLE**

- Awirs, Flémalle-Grande, Flémalle-Haute, Ivoz-Ramet

**HAMOIR**

- Comblain-Fairon, Hamoir

**HOEI**

- Ben-Ahin, Hœi

**LUIK**

- Angleur, Chênée, Wandre

**SERAING**

- Bonnelles, Jemeppe, Ougrée, Seraing

**SPRIMONT**

- Comblain-au-Pont, Sprimont

**TROIS-PONTS**

- Trois-Ponts

**WANZE**

- Bas-Oha, Wanze

**Provincie Luxemburg****AUBANGE**

- Athus, Aubange, Halanzy

**BASTENAKEN**

- Bastenaken, Longvilly, Noville, Villers-la-Bonne-Eau, Wardin

**BERTOONE**

- Bertogne, Longchamps

**BERTRIX**

- Auby-sur-Semois, Bertrix, Cugnon, Orgeo

**BOUILLON**

- Bellevaux, Bouillon, Corbion, Dohan, Les Hayons, Noirefontaine, Poupehan, Rochehaut, Sensenruth, Ucimont, Vivy

**CHINY**

- Chiny, Izel, Jamoigne, Les Bulles, Suxy, Termes

**DAVERDISSE**

- Daverdisse

**DURBUY**

- Barvaux, Bomal, Durbuy, Grandhan, Tohogne

**ETALLE**

- Etalle

**FAUVILLERS**

- Fauvillers, Hollange, Tintange, Wisembach

**FLORENVILLE**

- Chassepierre, Florenville, Lacuisine, Muno

**GOUVY**

- Bovigny

**HABAY**

- Habay-la-Neuve, Habay-la-Vieille, Houdemont, Rulles, Villers-sur-Semois

## HERBEUMONT

– Herbeumont, Saint-Médard, Straimont

## HOTTON

– Fronville, Hampteau, Hotton

## HOUFFALIZE

– Houffalize, Tavigny

## LA ROCHE-EN-ARDENNE

– Beausaint, La Roche-en-Ardenne, Ortho, Samrée

## LEGLISE

– Assenois, Mellier, Witry

## MARTELANGE

– Martelange

## MEIX-DEVANT-VIRTON

– Meix-devant-Virton

## MESSANCY

– Messancy

## NASSOGNE

– Forrières

## NEUCHATEAU

– Hamipré, Neufchâteau

## PALISEUL

– Carlsbourg, Fays-les-Veneurs, Maïssin, Offagne, Opont, Paliseul

## RENDEUX

– Hodister, Marcourt, Rendeux

## ROUVROY

– Dampicourt, Harnoncourt, Lamorteau, Torgny

## SAINT-ODE

– Amberloup, Sainte-Ode, Tillet

## TELLIN

– Grupont, Resteigne, Tellin

## TENNEVILLE

– Champlon, Tenneville

## VAUX-SUR-SURE

– Hompré, Juseret, Sibret, Vaux-lez-Rosières

## VIELSALM

– Grand-Halieux, Vielsalm

## VIRTON

– Chenois, Ethe, Latour, Saint-Mard, Virton

## WELLIN

– Chanly, Halma, Lomprez, Wellin

**Provincie Namen**

## ANDENNE

– Andenne, Maizeret, Namèche, Sclayn, Seilles, Thon, Vezin

## ANHEE

– Anhée, Annevoie-Rcuillon

## BEAURAING

– Baronville, Beauraing, Dion, Felenne, Feschaux, Focant, Honnay, Pondrôme, Wiesme, Winenne

## BIEVRE

– Bièvre, Oizy

- CINEY  
– Braibant, Leignon
- COUVIN  
– Aublain, Boussu-en-Fagne, Brûly, Brûly de-Pesche, Couvin, Cul-des-Sarts, Dailly, Frasnes, Gonrioux, Mariembourg, Pesche, Petigny
- DINANT  
– Dinant, Falmignoul, Furfooz
- FOSSES-LA-VILLE  
– Fosses-la-Ville, Sart-Saint-Laurent, Vitruval
- GEDINNE  
– Gedinne, Vencimont
- HASTIERE  
– Agimont, Blaimont, Hastière-Lavaux, Hastière-par-Delâ, Heer, Hermeton-sur-Meuse, Waulsort
- HOUYET  
– Celles, Ciergnon, Hour, Houyet, Hulsonniaux, Mesnil-Eglise, Wanlin
- METTET  
– Biesme, Biesmerée, Mettet, Oret, Saint-Gérard
- NAMEN  
– Beez, Dave, Erpent, Jambes, Lives-sur-Meuse, Marche-les-Dames, Namen, Wépion
- PHILIPPEVILLE  
– Sart-en-Fagne
- PROFONDEVILLE  
– Lustin, Profondeville, Rivière
- ROCHEFORT  
– Eprave, Han-sur-Lesse, Jemelle, Lessive, Rochefort, Villers-sur-Lesse, Wavreille
- VIROINVAL  
– Dourbes, Le Mesnil, Mazée, Nismes, Olloy-sur-Viroin, Treignes, Vierves-sur-Viroin
- VRESSE-SUR-SEMOIS  
– Alle, Bohan, Sugny, Vresse
- YVOIR  
– Godinne, Yvoir

Provincie Waals Brabant

TUBEKE

- Tubeke

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 16 maart 1995 betreffende de toekenning van investeringspremies aan bedrijven getroffen door de overstromingen die zich van 20 januari tot 6 februari 1995 hebben voorgedaan.

Namen, 16 maart 1995.

De Minister-President van de Waalse Regering,  
belast met Economie, K.M.O.'s, Externe Betrekkingen en Toerisme,  
R. COLLIGNON

F. 95 — 2379

[C — 27466]

**11 MAI 1995. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif à l'octroi de subventions pour les activités de formation et de sensibilisation aux différentes fonctions économique, sociale et éducative protectrice, écologique et scientifique des boqueteaux, bois et forêts ainsi que des terres incultes qui leur sont accessoires**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du Conseil régional wallon du 17 décembre 1992 modifiant la loi du 19 décembre 1854 contenant le Code forestier;

Vu l'accord du Ministre du Budget;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances en date du 15 mars 1995;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi du 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;